Le droit et les institutions en Révolution : XVIII^e- XIX^e siècles

Jean Bart

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/8793>

DOI : 10.4000/ahrf.8793

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2007

Pagination : 198-199

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jean Bart, « Le droit et les institutions en Révolution : XVIII^e-XIX^e siècles », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 347 | janvier-mars 2007, mis en ligne le 21 juillet 2008, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/8793> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.8793>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Le droit et les institutions en Révolution : XVIII^e-XIX^e siècles

Jean Bart

RÉFÉRENCE

Le droit et les institutions en Révolution : XVIII^e-XIX^e siècles, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, Collection d'histoire des institutions et des idées politiques, 2005, 286 p., ISBN 2-7314-0468-X, 28 €.

- 1 Encouragés par ceux qui gouvernent la recherche, les regroupements d'équipes ont des avantages certains, en particulier la création de liens entre chercheurs géographiquement dispersés et, surtout, la pluridisciplinarité, dans la mesure où il ne s'agit pas d'une union formelle ni superficielle. Car ils peuvent avoir aussi des inconvénients, causés par la disparité, entre autres, des positions historiographiques et des méthodes. L'ouvrage ici présenté est le fruit de l'un de ces regroupements qui a pris la forme d'un *réseau de laboratoires d'histoire des idées et des institutions politiques*, sorte de confédération constituée par cinq « équipes associées », trois d'histoire du droit, des institutions et des idées, des Universités d'Aix-Marseille III, de Lyon III et de Toulouse I, une d'administration publique de l'Université de Saint-Étienne, et une de science politique de l'Université de Bourgogne. La première manifestation de cette vaste association a été la tenue, en septembre 2004, d'une « table ronde » dont les contributions sont ici rassemblées sous deux rubriques : Regards sur le droit et les institutions en Révolution, d'une part, Perspectives idéologiques et soubassements conceptuels, de l'autre, soit, au total, dix-neuf articles. En dépit de la qualité des articles pris isolément, l'ensemble nous paraît illustrer les difficultés des recherches collectives, et en tracer les limites. Car la cohérence de telles recherches ne peut résulter simplement de la définition d'un thème vaste, formulé de telle sorte que chacun puisse trouver à s'exprimer. Il faut encore définir une méthode commune, tracer des perspectives parallèles, sérier les problèmes – même si ceux-ci sont divers –, répartir les tâches..., ce qui suppose une concertation préalable et le tracé d'un fil conducteur.

Alors, il s'agit d'une table ronde authentique en ce sens que les exposés liminaires sont réduits, en nombre et en temps, pour permettre des discussions générales, avec publication fidèle des débats, après mise en forme par les intervenants.

- 2 D'autre part, si, malgré une surprenante incursion au XVI^e siècle, le champ chronologique du thème abordé dépasse, avec raison, le temps de la Révolution américaine et de la Révolution française puisque plusieurs contributions nous entraînent en 1848, il semble que tout l'apport historiographique du bicentenaire soit souvent oublié, sinon rejeté. Pourtant, à plusieurs reprises, que ce soit à Orléans, à Rouen, à Paris ou ailleurs, les mutations juridiques et institutionnelles déterminées par la Révolution ont fait l'objet de discussions fécondes qui ont renouvelé la problématique du sujet. Que les interprétations des causes et des effets de tels changements soient diverses, que l'on ne soit pas obligé de souscrire à toutes les conclusions avancées, personne ne soutient le contraire. Encore faut-il en tenir compte, ne serait-ce que pour les discuter. Peut-on, par exemple, traiter du discours de la Révolution française sur la famille, sans évoquer les travaux du colloque d'Orléans (1986) : *La Révolution et l'ordre juridique privé. Rationalité ou scandale ?* ; ceux du colloque organisé à Paris en 1989 par l'Institut de l'enfance et de la famille : *L'enfant, la famille et la Révolution française*, ou encore le séminaire d'une année (1989), à Beaubourg, clos par un colloque : *La Famille, la Loi, l'État*, pour ne citer que les rencontres scientifiques les plus importantes qui, toutes, ont donné lieu à des publications bien connues ? Comment, de même, tenter de définir le jacobinisme sans avoir recours aux travaux de Claude Mazauric et de bien d'autres ? Il ne s'agit pas de prêcher pour telle ou telle chapelle, mais de considérer l'ensemble historiographique relatif à un thème. En définitive le livre est un volume de « mélanges » comme il y en a tant d'autres.